



Réponse de Bouygues Telecom à la consultation publique de l'ARCEP portant sur les « Modification de l'annexe à la décision n°2022-1062 de l'Arcep relative aux modalités permettant la coexistence entre les réseaux 5G dans la bande 3,4- 3,8 GHz et les stations terriennes du service fixe du satellite dans la bande 3,8-4,2 GHz en France métropolitaine » du 26 juillet 2023

Le 26 septembre 2023

Bouygues Telecom remercie l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) pour l'opportunité offerte de commenter l'évolution du cadre réglementaire lié à la coexistence des stations terriennes du service fixe dans la bande 3,8-4,2 GHz avec les réseaux mobiles dans la bande 3 490 – 3 800 MHz.

Bouygues Telecom est déterminée à utiliser ses fréquences dans des conditions optimales, notamment telles que définies antérieurement à leur attribution.

Nous remercions donc l'ARCEP d'encadrer le développement des usages dans les bandes adjacentes à celles attribuées aux opérateurs mobiles, de sorte que les déploiements actuels des réseaux mobiles puissent être maintenus sans risques d'interférence ou de contraintes de coexistence supplémentaires et que les déploiements futurs puissent être réalisés sans contrainte induite.

Concernant plus particulièrement le projet soumis à la consultation, à savoir la création d'une nouvelle station du SFS et l'ajout de liaisons sur une station existante, Bouygues Telecom a mené une étude d'impact sur les déploiements actuels et futurs d'émetteurs 5G dans la bande qui lui est attribuée.

Au vu des résultats obtenus, Bouygues Telecom ne s'oppose pas à ce que l'ARCEP fasse droit à ces demandes. Bouygues Telecom souhaite que l'ARCEP, en cas de nouvelles demandes d'implantation de stations SFS ou d'ajout de liaisons sur des stations existantes, examine le risque pour les déploiements 5G et consulte l'ensemble des parties prenantes, comme elle l'a fait pour les projets actuels.